

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/431  
16 novembre 2004

(04-4895)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

### NOUVELLE-ZÉLANDE

La délégation néo-zélandaise a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 novembre 2004, conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC.

Les communications des autres pays développés Membres seront distribuées sous forme d'addendum au présent document.

1. Le présent rapport fait le point sur les activités de la Nouvelle-Zélande dans le cadre de ses engagements au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (PMA) pour la période allant de décembre 2003 à novembre 2005.

2. L'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC dispose ce qui suit "[L]es pays développés Membres offriront des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable".

3. Dans le présent rapport, le transfert de technologie s'entend au sens large, comme incluant la formation, l'enseignement et le "savoir-faire". Utilisant la définition des Nations Unies, nous voyons quatre modes essentiels de transfert de technologie: i) les objets physiques ou le matériel, ii) les compétences et les aspects humains de la gestion et de l'apprentissage technologiques, iii) les dessins et modèles, qui constituent la forme documentaire des connaissances en matière d'information et de technologie, et iv) les liaisons entre les systèmes de production dans le cadre desquels la technologie est utilisée.

#### **I. APERÇU DES INCITATIONS, DES TYPES DE TECHNOLOGIE ET DES MODES DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE**

4. La Nouvelle-Zélande s'efforce d'encourager le transfert de technologie vers les PMA par divers moyens ou modes: en participant à des programmes bilatéraux et régionaux d'aide au développement, en encourageant les échanges de biens et de services et en favorisant l'instauration d'un environnement qui garantisse le respect des droits de propriété intellectuelle.

5. Le principal véhicule par le biais duquel nous assurons le transfert de technologie vers les PMA est l'Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZAID). La NZAID voit

dans le transfert de technologie un élément implicite de la réalisation de son objectif global de réduction de la pauvreté. De par son histoire, sa culture et sa situation géographique, la Nouvelle-Zélande axe la plupart des programmes pertinents mettant en œuvre l'article 66:2 sur les PMA de la région voisine Asie-Pacifique. La majeure partie des activités néo-zélandaises en matière d'aide au développement sont mises en œuvre par des organisations et des personnes sélectionnées à travers une procédure d'appels d'offres, dont la plupart sont remportés par des organismes, sociétés de conseil ou entreprises néo-zélandais. Pour le reste, le budget de l'aide néo-zélandaise emprunte d'autres circuits comme le financement de base d'organismes multilatéraux, le financement d'organismes multilatéraux en vue de projets spécifiques, le soutien budgétaire ou les approches sectorielles en partenariat avec des gouvernements et les accords de financement avec les organismes néo-zélandais.

## **II. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES INCITATIONS RELATIVES AU TRANSFERT DE TECHNOLOGIE VERS LES PMA**

### **A. PROGRAMME DE LA NZAID POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT**

6. Le Programme de la NZAID pour le commerce et le développement a bénéficié pour l'exercice 2003/04 d'un budget de 3,2 millions de dollars néo-zélandais. Ce programme a pour but d'aider les pays en développement à atteler leur développement au commerce international, en renforçant les capacités des partenaires en matière de techniques de production, de compétences commerciales, de commercialisation et d'exportation. L'aide à la facilitation des échanges et le transfert de technologie intéressent également des domaines comme l'évaluation en douane, la métrologie et les normes sanitaires et phytosanitaires. Les projets concernent un certain nombre de PMA, y compris le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Myanmar. Ceux qui sont en cours actuellement prévoient:

- une formation (dispensée par le Service des douanes néo-zélandaises) dans le domaine de l'évaluation en douane et du contrôle *a posteriori*, qui s'adresse aux fonctionnaires des douanes;
- le renforcement des capacités des organisations nationales de protection des végétaux dans le domaine phytosanitaire (faisant intervenir le Ministère de l'agriculture et des forêts, la recherche horticole et des consultants de Nouvelle-Zélande);
- une analyse SWOT des forces, faiblesses, opportunités et risques qui permette aux services métrologiques de l'État de répondre aux besoins en termes d'équipement, d'infrastructure, de politique, de ressources humaines (réalisée par le Ministère néo-zélandais de la consommation);
- la promotion du développement des petites et moyennes entreprises.

7. Au nombre des autres projets en préparation, on trouve l'assistance technique en vue d'améliorer la qualité et la sécurité sanitaires des produits alimentaires et le soutien au développement de nouveaux secteurs d'exportation.

8. Tous ces projets comportent un transfert de compétences techniques et de savoir-faire vers les PMA et mettent fortement l'accent sur la création de partenariats entre des sociétés néo-zélandaises et des sociétés homologues dans les PMA.

9. Dans la section qui suit, nous fournissons des informations générales supplémentaires sur un certain nombre de programmes bilatéraux et régionaux, à titre d'exemples de transfert de technologie vers les pays les moins avancés. Les données utilisées dans ces exemples se rapportent à l'année

2003/04 se terminant en juin qui est l'année budgétaire pour laquelle ces programmes sont mis en œuvre. Les informations fournies sont fondées sur les nouveaux critères adoptés par le Conseil des ADPIC en février 2003 au sujet de la présentation de rapports.

## **B. EXEMPLES DE PROGRAMMES BILATERAUX DE LA NZAID**

### **1. Kiribati: Centre de formation maritime**

10. Kiribati est un pays micronésien indépendant composé de 33 atolls et îles formées de récifs. C'est l'un des pays les plus pauvres du Pacifique et la pêche est l'un de ses principaux secteurs d'activités. Le programme de la NZAID met surtout l'accent sur l'enseignement et le renforcement des capacités du secteur public. En 2003/04, l'aide bilatérale accordée par la Nouvelle-Zélande à Kiribati s'est élevée à 2,84 millions de dollars néo-zélandais, dont 77 pour cent destinés à l'éducation et à la formation. Sur cette somme, il a été alloué des dons d'un montant de 307 000 dollars néo-zélandais pour l'enseignement de base et de 2,187 millions de dollars néo-zélandais pour une série d'actions de formation tant à Kiribati qu'à l'étranger.

11. Un exemple de l'assistance fournie par la NZAID est le soutien qu'elle apporte au Centre de formation maritime de Kiribati et qui est destiné à maintenir la compétitivité des marins kiribatiens sur le marché du travail maritime. Avec le temps, on espère que les ressortissants de Kiribati prendront en charge la gestion et les responsabilités de formation de l'école. Une aide est fournie aux élèves du Centre de formation maritime afin qu'ils puissent entreprendre une formation avancée pour devenir officier de pont et une formation en génie, et on aidera également à moderniser le matériel de formation. En 2003/04, les dépenses se sont élevées à 275 000 dollars néo-zélandais.

## **C. NZAID: PROGRAMMES REGIONAUX**

12. Outre l'aide bilatérale, la Nouvelle-Zélande assure également le transfert de technologie vers les PMA et favorise l'investissement dans ces pays dans le cadre de plusieurs programmes d'aide régionaux. Dans certains cas, il est difficile d'isoler les dépenses consacrées spécifiquement aux PMA mais il ne fait aucun doute que les PMA situés dans ces régions bénéficient de ces programmes.

### **1. Programme environnemental régional du Pacifique**

13. Le Programme environnemental régional du Pacifique comprend un fonds attribué sur concours qui a aidé un ensemble d'organisations non gouvernementales et communautaires à mettre en œuvre des projets environnementaux. Par exemple, 103 800 dollars néo-zélandais ont été alloués au projet portant sur les déchets dans la communauté Tokélaou qui vise à l'élaboration de programmes de gestion communautaire des déchets sur chacun des trois atolls de Tokélaou, sur la base de l'expérience retirée d'un voyage d'étude de dix jours en Nouvelle-Zélande. La NZAID a également aidé le WWF à travailler avec les propriétaires fonciers coutumiers à l'élaboration d'un programme de conservation et de gestion des ressources pour l'île de Tetepare dans les Îles Salomon.

### **2. Organismes régionaux du Pacifique**

14. La Nouvelle-Zélande octroie également 1,27 million de dollars néo-zélandais par an à la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC) qui propose des notions de base en géologie et contribue à une meilleure utilisation des terres et de l'océan, à l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement de l'eau, au développement des ressources minérales, à la gestion des risques et des catastrophes ainsi qu'au développement durable, en prenant en compte l'incidence géo-environnementale du développement.

### **3. Afrique: Enseignement de base**

15. L'aide au développement apportée par la Nouvelle-Zélande en faveur de l'Afrique est concentrée dans le sud et l'est du continent et est axée sur l'enseignement de base, y compris la formation informelle, le développement à l'échelon local et les projets étudiant les conséquences du VIH/SIDA. En 2003/05, il est prévu que 10 500 000 dollars néo-zélandais seront consacrés au programme pour l'Afrique.

16. La Nouvelle-Zélande met actuellement en œuvre des programmes en Zambie, au Zimbabwe, en Tanzanie, au Kenya, au Mozambique dans le cadre d'un système d'aide sous forme de dons, et un programme bilatéral avec la République sud-africaine. Ces programmes se proposent principalement de contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement de base et de l'enseignement informel en accordant une attention particulière aux besoins des filles et des femmes. La Nouvelle-Zélande accorde également une aide aux PMA africains par le biais d'organismes multilatéraux, du Programme concernant la gestion des situations d'urgence et les secours en cas de catastrophe (EMDR), d'un Programme de bonne gestion des affaires publiques et du Mécanisme de soutien des organismes bénévoles (VASS).

### **III. AUTRES PROGRAMMES COMPORTANT UN ÉLÉMENT DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE**

#### **A. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

17. Si demande lui en est faite, l'Office de la propriété intellectuelle (IPONZ) offre une assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés pour l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle.

18. En août 2004, des fonctionnaires chinois se sont rendus à l'IPONZ dans le but de mieux comprendre les systèmes néo-zélandais relatifs à la protection de la propriété intellectuelle, y compris la structure du gouvernement, la gestion budgétaire et l'infrastructure de l'information.

19. La Nouvelle-Zélande a pris une part active à l'élaboration du Cadre régional de la propriété intellectuelle du Forum du Pacifique Sud. Nous avons fourni une assistance technique et des conseillers pour l'élaboration de règles et de mesures législatives nationales, régionales et internationales visant à protéger les droits de propriété intellectuelle des populations autochtones. Ces efforts ont mené à la création d'un système *sui generis* de protection des savoirs et des expressions culturelles traditionnels qui peut être adopté par les pays du Pacifique Sud, dont beaucoup sont des PMA.

20. En juillet 2004, un orateur néo-zélandais du Service des douanes de Nouvelle-Zélande a participé à un Atelier de formation sur le respect des droits de propriété intellectuelle qui s'est déroulé à Nadi (Fidji). L'atelier était organisé par l'Office des brevets et des marques des États-Unis en partenariat avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique.

---